

Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



Chers/chères Camarades,

Ce bulletin d'information est publié par l'Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains. Il s'adresse à toutes les personnes intéressées par ce combat et vise à informer des activités menées par les syndicats pour lutter contre le travail forcé et la traite des êtres humains dans le monde entier. Dirigée par la Confédération syndicale internationale (CSI), l'Alliance bénéficie du soutien financier du Programme d'action spécial pour combattre le travail forcé de l'Organisation internationale du travail (OIT). Elle a pour objectif de promouvoir « un travail décent pour tous » et s'efforce d'obtenir la coopération des pays et des institutions afin d'éradiquer le travail forcé et la traite des êtres humains, qui en constituent l'antithèse.

La CSI lance [le nouveau guide des meilleures pratiques](#) ainsi qu'une carte du monde afin de montrer les différentes actions des syndicats contre le travail forcé et la traite des êtres humains à travers le monde. La CSI a créé un nouveau blog sur les meilleures pratiques des syndicats dans ce domaine. Nous vous remercions de nous envoyer vos contributions et serions heureux de mettre en lumière les activités de votre organisation.

Rapports de la CSI à l'intention de l'OMC sur les normes de travail fondamentales :

- [Albanie](#) (uniquement en anglais)
- [Arménie](#) (uniquement en anglais)
- [Croatie](#) (uniquement en anglais)
- [Salvador](#) (uniquement en anglais et espagnol)
- [Malaisie](#) (uniquement en anglais)
- [Géorgie](#) (uniquement en anglais)
- [Niger et Sénégal](#) (uniquement en anglais et français)
- [Chine](#) (uniquement en anglais)
- [Malawi](#) (uniquement en anglais)

[Why Dealing With Burma Is A Very Bad Idea \(Pourquoi intervenir en Birmanie est une très mauvaise idée\)](#) par Sharan Burrow, Présidente d'[ACTU](#) (Australie) et de la [CSI](#). « L'Australie contribue, à travers les activités de ses entreprises en Birmanie, à soutenir une dictature militaire dont la politique en matière des droits humains et du travail est l'une des pires au monde. La Birmanie est tristement célèbre pour ses violations massives et systématiques des droits humains et des droits des travailleurs. De nombreux rapports font état d'un recours fréquent au travail forcé et obligatoire ». Le gouvernement militaire birman a accepté, le 20 janvier 2010, de prolonger l'accord [Supplementary Understanding](#) (également disponible en [birman](#)) d'un an permettant ainsi à l'OIT de superviser les plaintes de travail forcé. Un [article](#) récent indique que la junte birmane utilise une nouvelle tactique en matière de travail forcé



Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



dans l'état d'Arakan afin d'échapper à la pression de l'OIT et de la communauté internationale, alors que l'OIT [indique](#) que le travail forcé est « en baisse ».

Les syndicats affiliés à l'**IBB** montrent comment organiser les travailleurs afin de mettre fin à leur asservissement dans ce [documentaire](#) (uniquement en espagnol) sur le travail forcé dans l'industrie du bois du Pérou.

Le syndicat belge ACV-CSC s'attaque [aux recruteurs \(gangmasters\) de l'industrie de la viande](#) en proposant un système de responsabilité solidaire, leur certification, un contrôle plus efficace et le renforcement de l'inspection du travail, des poursuites effectives et une plus grande consultation avec les partenaires sociaux.

La **Fédération générale espagnole du travail (UGT)** lance une [campagne](#) sur la traite des êtres humains à des fins d'exploitation de leur travail et [demande](#) aux groupes parlementaires de transformer la Loi sur les étrangers en instrument de lutte contre l'exploitation du travail et la traite des êtres humains. Elle a récemment organisé un [séminaire](#) européen de l'Alliance syndicale mondiale contre le travail forcé et la traite des êtres humains afin de rapprocher les syndicats et autres organisations de la société civile dans la lutte contre la traite des êtres humains en Europe.

Silvina Calveyra de la **Centrale des travailleurs argentins (CTA)** a publié un [article](#) (en espagnol) sur la traite des travailleurs et les moyens d'identification des victimes. Elle propose également des [formations](#) au personnel des syndicats dans ce domaine.

[Interview](#) sur l'**esclavage des enfants** de Claudine Akakpo, Secrétaire générale adjointe de la **Confédération syndicale des travailleurs du Togo – CSTT**: « *Des centaines de milliers d'enfants sont victimes de l'esclavage domestique au Togo* »

Le syndicat néerlandais FNV annonce qu'un cultivateur d'asperges de 46 ans a été arrêté pour suspicion de traite d'êtres humains et d'exploitation économique. En mai dernier, la police a lancé une enquête criminelle et découvert quarante travailleurs travaillant dans des conditions épouvantables. « *Cette situation est terrible. Tous les moyens ont été employés par cet employeur* », a déclaré Wim Baltussen, directeur de FNV. L'exploitation à Someren n'est malheureusement pas un cas exceptionnel. « *Nous ne pouvons intervenir que lorsque les travailleurs et employeurs nous signalent ce type de situations. Espérons qu'ils se fassent entendre de plus en plus à l'avenir* ».

[Interview](#) de Mamadou Niang de la **Confédération Générale des Travailleurs de Mauritanie (CGTM)**: « *Le recueil de données, l'aide juridique, le développement d'un partenariat avec les associations de migrants et la lutte contre la traite et l'exploitation des travailleurs domestiques ne sont que quelques uns des domaines d'intervention du Centre pour migrants à Nouakchott* ». [rapport de l'IBB](#)



Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



[Interview](#) de N'diouga WADE de la **Confédération nationale des travailleurs du Sénégal – CNTS**: « Les syndicats se sont imposés comme acteurs incontournables dans la gestion des migrations économiques. Leur priorité est double : offrir des alternatives en matière d'emploi afin d'essayer de lutter contre l'émigration illégale et protéger les migrants qui se sont installés au Sénégal en renforçant l'organisation du secteur informel qui emploie la majorité de ces hommes et femmes migrants. »

La **CSI** a publié un [nouveau rapport](#) sur les actions des syndicats en Mauritanie et au Sénégal visant à promouvoir et préserver les droits des travailleurs migrants.

Des représentants de la [CSI](#), de l'IBB et de la **Confédération des syndicats de Bosnie-Herzégovine (KSBIH)** [se sont rendus](#) en Azerbaïdjan afin d'enquêter sur la situation de 700 travailleurs bosniaques du secteur du bâtiment, victimes de la traite, et ont élaboré [un plan d'action commun](#) à la CSI, KSBIH et à la Confédération des syndicats d'Azerbaïdjan ([AHIK](#)). ([Rapport de l'IBB](#), [Change.org](#))

« Les travailleurs polonais employés aux Pays-Bas sont exploités et traités comme des esclaves », [déclare](#) le syndicat néerlandais **FNV Bondgenoten**.

Le [rapport de la CSI, de l'ITGLWF](#), de la Campagne Clean Clothes (CCC) et de l'**ILRF** sur les ballons de la Coupe du monde de football « L'exploitation continue d'être la norme » dénonce le travail des enfants, les salaires de misère et les travailleurs temporaires.

[Interview](#) d'Albert Njeru, Secrétaire général du **Kenya Union of Domestic, Hotels, Educational Institutions, Hospitals and Allied Workers (KUDHEIHA)**, le syndicat kenyan des travailleurs domestiques et des travailleurs de l'hôtellerie, des institutions de l'éducation et des branches connexes affilié à [l'UITA](#) qui organise les travailleurs domestiques. « La nouvelle législation reconnaît davantage de droits aux travailleurs domestiques du Kenya mais de nombreuses formes graves d'exploitation persistent. »

L'organisation Migration und Arbeit **DGB Hamburg (MigrAr)** organise des ateliers locaux à l'intention des militants intéressés membres de syndicats ou d'ONG afin de « créer un réseau de syndicats et d'ONG et d'organiser les travailleurs en situation irrégulière ». (Source: [ver.di](#)) L'**antenne de Berlin de la Confédération des syndicats allemands (DGB)** est l'un des quatre partenaires du projet de l'[Alliance de Berlin contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation du travail](#).

L'Ambassadeur Luis CdeBaca du Bureau chargé de la supervision et de la lutte contre la traite des êtres humains du Département d'Etat des Etats-Unis [a annoncé](#) que le **Solidarity Center de l'AFL-CIO** jouerait un rôle important afin de contribuer à la prévention de l'exploitation des travailleurs migrants haïtiens suite au récent tremblement de terre.

Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



La **Confédération syndicale des travailleurs et des travailleuses des Amériques (CSA)** a réalisé un [documentaire](#) sur le centre syndical colombien pour les travailleurs migrants de la **Confederación General del Trabajo (CGT)**.

La **CSI** a publié un nouveau [rapport](#) sur les travailleurs domestiques. Des millions de travailleurs domestiques, et en particulier les travailleuses domestiques migrantes, sont exposés au risque d'exploitation et d'abus parfois extrêmes.

L'[article](#) de l'**Union internationale de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA)** montre que les travailleurs domestiques du monde entier s'organisent afin de lutter contre leurs conditions de travail difficiles, abusives et souvent proches de l'esclavage.

La **CSI** a publié une [interview](#) de Luc Demaret du **Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV) de l'OIT** sur les récents développements au sein de l'OIT en ce qui concerne les nouvelles réglementations internationales sur le travail domestique : « *En finir avec l'exploitation qui rime avec exploitation* ».

Le syndicat **Migrants' Trade Union of Hong Kong** [déclare](#) que le refus du gouvernement d'inclure les travailleurs domestiques étrangers parmi les bénéficiaires du Revenu minimum obligatoire est la mesure la plus récente visant à réduire les travailleurs migrants au rang de simples esclaves des temps modernes.

Le bureau de l'**OIT** en **Thaïlande** a publié un [manuel](#) intitulé *Domestic Work - Decent Work* dans sept langues, y compris en thaï, birman, lao, shan et karen afin d'informer les travailleurs domestiques de leurs droits et de les aider à ne pas subir l'exploitation.

[Anti-Slavery International](#) a lancé sa nouvelle campagne [Home Alone: End Domestic Slavery](#) dans le but de préserver les droits et la dignité des travailleurs domestiques.

La Présidente du Comité des femmes et Secrétaire générale adjointe de la **Confédération Nationale des travailleurs du Sénégal (CNTS)**, Fatou Bintou Yaffa [explique](#) ci-dessous la stratégie de CNTS relative à l'organisation des travailleurs du secteur informel. Elle lance un appel au soutien du projet d'un centre de formation des travailleuses domestiques, qui participerait aussi à la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains, dont sont souvent victimes les domestiques.

La **Central Única dos Trabalhadores (CUT Brésil)** a rejoint, à travers un partenariat avec le Conseil national de SESI (Service social de l'industrie), un réseau contre l'exploitation sexuelle des enfants au Brésil. [Le Projet ViraVida](#) a pour objectif de permettre à ces victimes de retrouver l'estime de soi, de les préparer au marché du travail et de leur apporter un soutien psychosocial.



Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



[Les syndicats affiliés à l'IBB en Inde](#) œuvrent à l'organisation, à la promotion de villages « sans travail des enfants » et au changement des mentalités des communautés. En se concentrant sur les solutions aux problèmes liés au travail des enfants dans les secteurs des fours à briques, des carrières et de la sylviculture, les syndicats indiens ont réussi à non seulement aider des milliers d'enfants mais également à organiser et négocier de bien meilleures conditions de travail pour leurs parents. L'action de solidarité syndicale a permis de construire 19 écoles dans différents états et de déclarer plusieurs villages et chantiers « sans travail des enfants ».

La **CSI** se félicite de l'adoption d'une nouvelle [« Feuille de route »](#) contre le travail des enfants lors d'une [conférence](#) internationale qui a eu lieu dans la capitale néerlandaise, La Haye, cette semaine, qui donnera un nouvel élan à la réalisation de l'objectif fixé par l'Organisation internationale du travail d'éradication des pires formes du travail des enfants à l'horizon 2016. Les résultats de la Conférence seront soumis à la Conférence de l'OIT de juin, qui abordera les progrès réalisés afin d'éradiquer le travail des enfants, sur la base d'un report clé de l'OIT [« Accélérer l'action contre le travail des enfants »](#).

La CSI [a interviewé](#) Kailash Satyarthi de la **Marche mondiale contre le travail des enfants**.

Au cours des trois dernières années, [MRCI](#) et **Irish Congress of Trade Unions (ICTU)** ont activement [fait campagne](#) en faveur de l'établissement d'un programme communément appelé « Bridging Visa », donnant aux migrants en situation irrégulière pour des raisons hors de leur contrôle une chance de réintégrer le système. Esther Lynch de l'ICTU a qualifié le nouveau programme de première étape nécessaire afin de contribuer à prévenir l'émergence « d'une sous-classe sans espoir ni protection » et souligné que « l'absence de solution en faveur des travailleurs migrants en situation irrégulière ne profite à personne, à l'exception des employeurs qui les maltraitent et les exploitent ». L'**ICTU** organise également des [formations](#) « Global Solidarity Champions » à l'intention de ses délégués.

Le **syndicat britannique Trades Union Congress (TUC)** a signé un nouvel accord avec la CSI afin de soutenir les travailleurs migrants en Asie.

La **Confédération des syndicats géorgiens (GTUC)** a organisé [des formations](#) sur la traite des êtres humains, la migration et le travail forcé à l'intention de son personnel.



International
Labour
Office

Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



Autres nouvelles :

Suite au départ à la retraite de Roger Plant, en novembre 2009, Mme Caroline O'Reilly est devenue responsable du **Programme d'action spécial de l'OIT pour combattre le travail forcé (SAP-FL)**.

L'**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)** a désigné Maria Grazia Giammarinaro comme nouvelle [Représentante spéciale et coordinatrice pour la lutte contre la traite des êtres humains](#).

« Slave Nation » est un nouveau [rapport de l'EFJ](#) sur le **travail forcé des enfants soutenu par l'Etat** dans les champs de coton de l'**Ouzbékistan**.

L'**Afrique du Sud** va adopter, dans le cadre d'une procédure accélérée, une [nouvelle loi exhaustive contre la traite des êtres humains](#) avant le début de la **Coupe du monde de football en juin 2010**. La Loi conférerait aux tribunaux sud-africains une compétence extraterritoriale pour engager des poursuites dans ce domaine.

Plusieurs **rapports récents de Human Rights Watch** dénoncent les [abus](#) et [la discrimination généralisés](#) des travailleurs migrants. Un autre [rapport](#) de Human Rights Watch décrit la situation de personnes détenues dans certains centres de détention pour toxicomanes qui sont régulièrement battues, privées de soins médicaux et contraintes de travailler jusqu'à 18 heures par jour sans salaire dans les provinces Yunnan et Guangxi. Un autre [rapport](#) décrit les fréquents et graves abus des droits humains subis par les travailleurs migrants en Thaïlande, dont les assassinats, la torture lors de la détention, l'extorsion, les abus sexuels et les abus des droits du travail, tels que la traite des êtres humains, le travail forcé ainsi que les restrictions en matière d'organisation.

En France, la **Commission nationale consultative des Droits de l'Homme (CNCDH)** a adopté son [avis](#) sur la traite des êtres humains et l'exploitation.

La **Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH)** a reconnu la République de Chypre coupable dans l'affaire [Rantsev c. Chypre et Russie](#) de ne pas avoir protégé Oxana Rantseva, victime du trafic des personnes et arrivée à Chypre avec un « visa d'artiste » pour se produire dans un cabaret local.

Le **rapport** de l'UNESCO aborde la question des enfants soldats (dont le nombre est estimé à 250 000 dans le monde). Des enlèvements ont fréquemment lieu à des fins de recrutement forcé ou de violence sexuelle contre les filles.

Le **Parlement européen** a adopté une [résolution](#) sur la prévention de la traite des êtres humains.

Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



Si vous connaissez d'autres personnes intéressées par cette question, veuillez leur transmettre ce bulletin d'information et invitez-les à s'inscrire en envoyant un message à lyris@forum.ituc-csi.org et en indiquant « inscription travail forcé » dans le sujet du message, ou en envoyant un courriel à forcedlabour@ituc-csi.org.

Nous vous remercions de nous faire parvenir toute information susceptible d'être publiée dans le prochain numéro.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter forcedlabour@ituc-csi.org

Site Internet : www.ituc-csi.org/forcedlabour